

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Mark Morgenstern

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Investissement et encouragement dans les secteurs à haut retour, qui génèrent des bons emplois ici: productions culturelles, cinéma, etc. Investissement dans le personnel, plutôt que le béton: plus d'argent pour les docteurs et infirmiers, moins pour les méga-hopitaux. Et la fin des subsides et bourses directes et indirectes aux industries non-renouvelables (foresterie, gaz, pétrole) qui appartiennent à des grosses multi-nationales non-canadiennes: nous exportons nos richesses pour un profit court-terme (et privé) au nom de la création d'emplois au bas de l'échelle qui vont être coupés la seconde qu'il y a moins de profit pour les exploitants.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Il faudrait se concentrer sur des emplois non-exportables, investir dans l'éducation, cultiver une économie de savoir... et garder la transformation et la valorisation de nos matières premières à l'intérieur de notre pays.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Il n'y a pas de pénurie de main-d'œuvre: c'est qu'on essaie de nous faire accepter des salaires qui ont été rongés par la supposée compétitivité mondiale: c'est un effet temporaire, les travailleurs abusés du tiers monde vont finir par exiger des meilleurs salaires... si nous n'avons pas de quoi dépenser ici, nous ne pouvons pas garder notre propre économie en marche. Et nous n'avons pas besoin de forcer nos aînés à la retraite s'ils exercent des professions où leur sagesse est encore utile. (médecins, professeurs, chercheurs...) Il y a là un pattern honteux depuis quelques années, au nom de la rationalisation des budgets.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Investir intelligemment dans les secteurs qui créent le maximum de richesses ici, plutôt qu'exporter les profits. Investir dans les infrastructures, les routes, les trains, mais mieux répartir la charge des coûts: les

camions surchargés devraient payer plus cher l'utilisation des autoroutes publiques, par exemple - sinon, c'est une subvention déguisée qui défavorise le train. Des frais plus honnêtes de transport seraient plus justes pour la production locale, que ce soit agriculture ou manufacture.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?

La classe moyenne. Il faudrait mieux répartir les taxes (sur les corporations, par exemple) et aider avec la gratuité de l'éducation, les infrastructures... et bloquer les abus de la part des banques, des compagnies de stationnement PPP... en fait, il faudrait arrêter toute forme de PPP: par définition, s'il y a un motif de profit (privé) impliqué, nous ne rendons pas la valeur juste au contribuables.